

***Jeanne Dancette*** est professeur titulaire au Département de linguistique et de traduction à l'Université de Montréal, où elle enseigne la traduction économique et commerciale. Elle s'est intéressée tout au long de sa carrière à l'organisation des connaissances dans le cadre d'une terminologie «cognitive». Elle est l'auteur du Dictionnaire analytique de la distribution / Analytical Dictionary of Retailing (Dancette et Réthoré, PUM 2000; version électronique sur le site de l'OLST). Elle a entrepris un autre ouvrage terminologique de nature à la fois encyclopédique et thésaurale, dans le domaine de la mondialisation et du travail. Les versions électroniques sont disponibles sur demande

Nous souhaitons livrer dans cet article quelques réflexions sur le langage de l'économie à partir d'une étude terminologique sur la mondialisation économique. Nous avons choisi comme thème général la réorganisation des réseaux de production au plan mondial, et plus spécifiquement les phénomènes de délocalisation (OFFSHORING) et d'externalisation (OUTSOURCING) et leur contraire : relocalisation (HOMESHORING, BACKSHORING) et internalisation (INSOURCING). Les discours relatifs à ces phénomènes émanent, certes, des preneurs de décision, les entreprises multinationales, mais aussi des économistes, des organisations internationales (OCDE, OMC, BIT), des fédérations syndicales nationales ou mondiales et même des organismes non gouvernementaux et de la société civile, qui les analysent et les commentent. À cause de la multitude des points de vue qui s'expriment et de l'ampleur et de la complexité des phénomènes liés à la mondialisation, on observe un foisonnement et un éclatement de la terminologie. Par ailleurs, ces discours parcourent très vite la planète grâce aux moyens de diffusion que permettent les nouvelles technologies. Ils se généralisent, notamment par l'adoption des définitions des organisations internationales qui ont tendance à servir de référence dans toutes les études. De ce fait, on constate, une tendance à l'uniformisation de la terminologie et à l'apparition d'un «langage mondial» dans la sphère économique.

Le but de cet article est de dégager les forces qui s'exercent sur le langage économique au niveau mondial et de caractériser ce vocabulaire (première partie). Dans une deuxième

partie, nous illustrerons nos propos en nous appuyant sur l'analyse terminologique reliée au thème OFFSHORING et OUTSOURCING; et nous présenterons le dictionnaire d'où est issue cette analyse, le *Dictionnaire analytique de la mondialisation du travail* (Dancette 2009), dictionnaire conçu à la manière d'une ontologie (système de relations sémantiques) acceptant des définitions et des descriptions des concepts, à la manière d'un dictionnaire encyclopédique multilingue.

## 1. Les véhicules de la mondialisation du langage

Les autorités nationales et internationales sont le véhicule de la mondialisation du langage. Leur force s'exerce de multiples façons. Nous en énonçons quelques-unes plus pour dégager des tendances que pour qualifier un langage qui ne cesse d'évoluer.

### 1.1. Les pouvoirs sur le langage

- Les politiques linguistiques nationales favorisent le «tout à l'anglais». Tous les pays du monde s'adaptent à la réalité de la mondialisation dominée par l'anglo-américain, en passe de devenir *lingua franca* (Schäffner 2000), ou *global language* (Crystal 1997), dans les échanges commerciaux à l'échelle mondiale [1]. En Europe, pour ne prendre que cet exemple, il faut admettre que l'« asservissement consenti » (Grin 2004) à la langue et à la culture dominantes anglo-saxonnes ne s'explique pas par le poids démographique de la communauté de langue anglaise, minoritaire dans le cadre de l'Union européenne, mais plutôt par la puissance économique du modèle américain.
- Domination d'une culture économiste. Les discours gouvernementaux des décideurs politiques, des administrateurs publics et privés de tous les pays s'adaptent à cette nouvelle «culture». La langue de la mondialisation est, par excellence, un langage d'économistes. Les dictionnaires électroniques ou papier de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international ou de l'OCDE sont la

référence, à côté des multiples ouvrages de gestion, marketing et commerce international qui foisonnent dans les librairies.

- Rôle unificateur des organismes internationaux. Les organisations internationales (groupe des Nations unies, organisations intergouvernementales indépendantes, alliances régionales, notamment l'Union européenne) jouent un rôle déterminant dans l'élaboration de la terminologie. Leur fonction principale est de comparer les réalités socio-économiques et d'établir des statistiques au niveau mondial. Pour ce faire, elles élaborent les définitions des termes et créent des taxonomies ponctuelles. Car, pour contrôler les phénomènes et régler les pratiques, il faut établir les critères. Les directives européennes, les normes et conventions internationales ou régionales poussent à l'unification des méthodes, des concepts et des termes. Par exemple, dans le domaine de la mondialisation du travail, c'est l'Organisation internationale du travail, l'OIT (avec son bureau, le BIT) qui énonce les conventions, et ce faisant, crée la norme linguistique, entre autres, grâce à son thésaurus ILOTERM. La diffusion à l'échelle planétaire de ces définitions, facilitée par les nouvelles technologies de l'information, renforce le phénomène d'universalisation de la langue de la mondialisation et augmente son accessibilité. De très nombreux documents des organisations internationales sont gratuitement accessibles en ligne, dans plusieurs langues.

## *1.2. Quelques caractéristiques du langage de la mondialisation économique.*

Ces forces façonnent le langage de l'économie. Voici quelques traits qui tendent à le caractériser :

- L'illusoire transparence. Dans le langage de l'économie, ce sont souvent des mots de la langue générale qui sont investis d'un sens technique. Cette proximité lexicale explique que les termes pénètrent très facilement dans les domaines de la vie sociale : *sous-traitance, ouverture des marchés, firme réseau, réseau de production*

*mondial, externalisation, etc.* Toutefois, cette transparence est illusoire. Qui connaît le sens précis de ces termes? Et quelles réalités cachent les euphémismes? La «rationalisation» annonce les mises à pied ; la «flexibilité du travail» se traduit par le sous-emploi ; la «gouvernance globale» peut être une abdication des pouvoirs gouvernementaux ; le «marché libre» se comporte pour beaucoup d'acteurs comme un marché fermé ; le «travailleur délocalisé», de fait, perd son emploi.

- Jargon. - Le langage politico-économico-administratif des organisations internationales et des organismes nationaux gouvernementaux ou non gouvernementaux qui le répercutent se jargonise et se coupe des langues vernaculaires, émaillées de leurs expressions idiomatiques et de leurs régionalismes. Le langage des « eurocrates », ou eurolecte, n'en est-il pas un exemple éloquent ?
- Langue de traduction, ou « translationese ». - On ne saurait nier l'influence de la traduction sur les textes des organismes internationaux. L'Union européenne doit assurer la traduction entre 21 langues officielles. Le rapport de la Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation de IOIT est publié dans sept langues (anglais, français, arabe, espagnol, russe et allemand). Selon certaines études (Anderman & Rogers, 2005), la langue tendrait à s'appauvrir et à s'uniformiser sous l'effet de la traduction.
- Poids des anglicismes. - La généralisation du discours des organisations internationales répercute en les légitimant les anglicismes (emprunts) qui rendent les langues plus opaques à cause des glissements de sens. Les exemples sont nombreux : *opportunité* (de l'anglais *opportunity*, pour désigner une occasion d'affaires), *facilités* (de l'anglais *facilities*, pour désigner les installations physiques dans un lieu de travail, compétition dans le sens de concurrence, *benchmarking* pour *étalonnage*, *audit* pour *vérification*, *outsourcing* pour *externalisation*, *offshoring* pour *délocalisation*, *dumping social* pour *dévaluation sociale*, *challenge* pour *défi*, etc.

Quelle est l'importance des anglicismes ? Certains auteurs refusent de crier au loup et cherchent le côté positif de cette «anglicisation», à savoir l'uniformisation des langues à l'échelle mondiale (Phillipson & Skutnabb-Kangas. 1999): « Anglicisms constitute perhaps the strongest unifying factor among the world's languages » (Gottlieb, 2005 : 161). Dans de nombreuses situations de communication entre locuteurs de langues différentes, le recours à un lexème anglais, référence commune, facilite la communication. Par ailleurs, faut-il reconnaître, dans l'empressement à utiliser des mots anglais là où existent les mots français ou allemands ou espagnols, la recherche d'un effet stylistique emphatique, d'une connotation positive/négative que l'on reconnaît à l'anglo-américain chargé d'une forte valeur symbolique? Il serait intéressant d'analyser auprès de certaines couches de la société les raisons de cet empressement à faire étalage de la connaissance de l'anglais («language display»). Quelles que soient les explications du phénomène, il s'avère que l'anglais devient *lingua franca*, langue pivot dans les échanges internationaux.

- Résistance.- L'anglicisation des discours ne va pas non plus sans la résistance des organismes normalisateurs, dont l'Office de la langue française (Québec), ou, dans le domaine des affaires, l'APFA (Actions pour promouvoir le français des affaires), organisme placé sous le patronage de la Délégation générale à la langue française et aux langues de France, et de l'Agence intergouvernementale de la Francophonie, qui publie les listes de termes recommandés et parus au *Journal officiel* du gouvernement français. Cette confrontation entre plusieurs tendances, celle de l'adaptation et celle de la résistance à la domination de l'anglais, renforce la vitalité des langues et leur capacité d'évolution.

Nous assistons donc à une évolution de la terminologie : les néologismes correspondent à des réalités nouvelles (ex. : *gouvernance*); les mots de la langue générale reçoivent des sens nouveaux (néosémie) dans le contexte de la mondialisation, le premier exemple étant celui même de *global /globalisation*, en concurrence à *mondial/ mondialisation*; les termes anglais pénètrent les langues nationales (anglicismes) ; une confusion résulte de

la multitude de termes pour désigner les mêmes réalités (synonymie), et de leur opacité. Ce sont ces phénomènes que cherche à vérifier l'étude des termes traitant de la localisation de la production.

## 2. Le domaine : localisation de la production, OFFSHORING, OUTSOURCING

Les décisions de délocaliser (offshore) et d'externaliser (outsource) sont décrites et analysées par les organisations telles que l'OCDE, le BIT, l'OMC, etc. Elles sont aussi décrites par les économistes dans un esprit souvent critique : Marginson 2004, Mariotti 2005, Moreau 2005, Berger 2005, Dicken 2005, Mouhoud 2006, Kirkegaard 2008, Jalette 2008. Voici quelques définitions :

**Localisation de la production** = « Action des dirigeants de situer la production d'un bien ou d'un service en un lieu, physique ou organisationnel, spécifique. » (Jalette, 2008)

**Délocalisation à l'étranger** (offshoring) = « Déplacement vers l'étranger d'une activité économique existante dont la production est ensuite importée. » (Termium)

**Externalisation** (outsourcing) = « Opération consistant pour une entreprise à acheter des biens et des services auprès de fournisseurs extérieurs plutôt que de les produire elle-même. » (ILOTERM)

### 2.1 Liste des termes anglais et français

Aux fins de notre étude, nous avons dressé la liste des synonymes, quasi-synonymes et spécifiques des deux familles : OFFSHORING, OUTSOURCING. Ces deux séries de termes illustrent le foisonnement terminologique : 48 termes anglais, 37 termes français [2].

offshoring, offshore relocation of industry,	délocalisation à l'étranger,
--	------------------------------

international relocation of industry, relocation abroad	transfert d'activités à l'étranger, délocalisation industrielle
<b>onshoring</b> , inshoring, homeshoring, backshoring, production repatriation, repatriation of offshored production, repatriation of offshoring activities, repatriation of activities, domestic relocation, repatriation of production	<b>rapatriement des activités</b> , relocalisation dans le pays, rapatriement de la production, relocalisation industrielle, réimplantation
<b>rightshoring, bestshoring</b>	<b>délocalisation optimale</b> , rightshoring, bestshoring
<b>nearshoring</b>	<b>délocalisation dans un pays proche</b> , nearshoring
<b>farmshoring</b>	<b>relocalisation en zone rurale</b>

On observe que les termes synonymes sont construits sur des radicaux différents : LOCA , INTERN/EXTERN, PATRI , et SHORE pour l'anglais. Ils véhiculent tous le même sens, à savoir ici l'emplacement physique de la production, ou son déplacement à l'intérieur (*onshoring*) ou à l'extérieur (*outshoring*) du pays. *Right*-et *bestshoring* indiquent le lieu optimal. Le graphe ci-dessous illustre les différents scénarios.



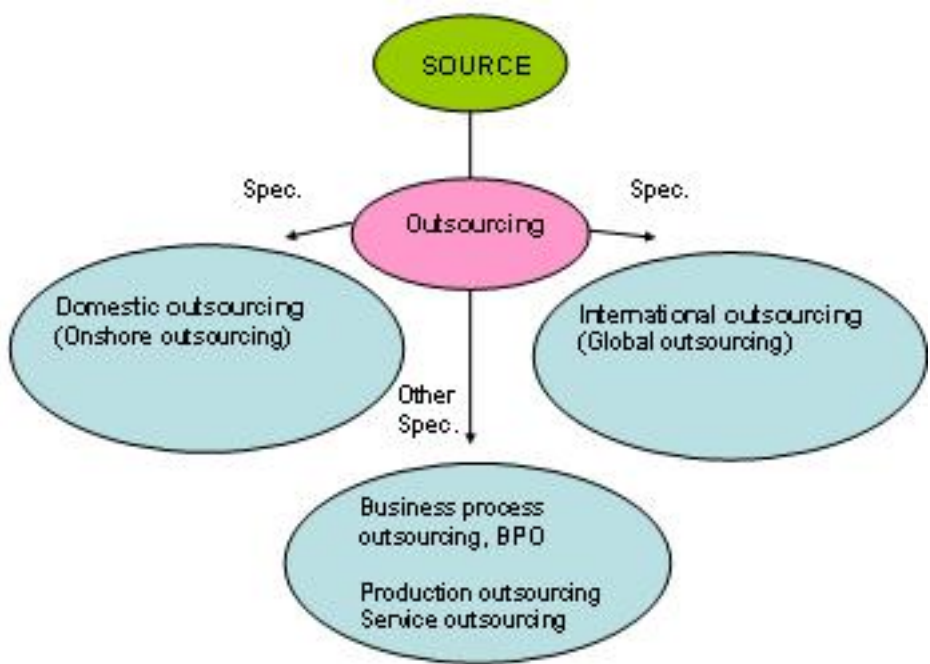
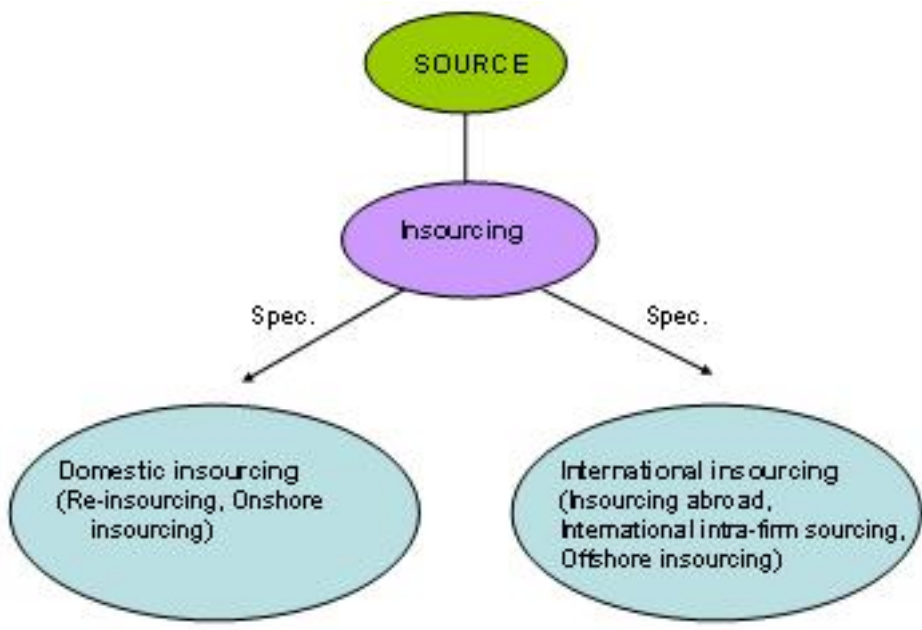
De la même façon, la série de termes liés à SOURÇAGE indique la variété des synonymes [3].

<b>sourcing</b> , procurement	<b>sourçage</b> , approvisionnement
<b>insourcing</b> , internal sourcing, internalization, contracting in	<b>internalisation</b> , sourçage à l'interne, réalisation à l'interne, approvisionnement interne
<b>domestic insourcing</b> , re-insourcing, onshore insourcing, insourcing at home	<b>internalisation à l'intérieur du pays</b> , approvisionnement interne au pays, réinternalisation dans le pays d'origine
<b>international insourcing</b> , insourcing abroad, international intra-firm sourcing, offshore insourcing, global internal sourcing, global intra-firm sourcing	<b>internalisation à l'étranger</b> , approvisionnement interne à l'étranger, approvisionnement mondial intra-entreprise, sourçage mondial intra-entreprise
<b>outsourcing</b> , contracting out, externalization	<b>externalisation</b> , impartition



<p><b>global outsourcing</b>, global external sourcing, ↵  <b>offshore outsourcing</b>, outsourcing abroad, international outsourcing</p>	<p><b>externalisation mondiale</b>, approvisionnement mondial externe, <b>externalisation à l'étranger</b>, externalisation internationale</p>
<p><b>domestic outsourcing</b>, onshore outsourcing, ↵  outsourcing at home</p>	<p><b>externalisation nationale</b></p>

Les radicaux SOURC, CONTRA, INTERN/EXTERN servent de base pour les termes anglais et français. Il s'y ajoute, pour le français, APPROV et RÉAL. Ils véhiculent tous le même sens, à savoir l'origine de l'approvisionnement (à l'intérieur ou à l'extérieur de l'entreprise). Les limites ne sont plus géographiques mais organisationnelles : celles de l'entreprise. Cela explique que chaque type de sourcing, INSOURCING et OUTSOURCING, puisse avoir lieu à l'intérieur ou à l'extérieur du pays, ce qui multiplie les cas spécifiques, comme l'illustrent les deux graphes ci-dessous montrant les différents scénarios :



Les deux familles de termes (autour de SHORE et de SOURC) indiquent qu'en matière de localisation de la production, deux notions s'opposent : celle du lieu géographique de la production (dans le pays ou à l'étranger) et celle de la source d'approvisionnement (dans l'entreprise ou à l'extérieur de l'entreprise).

Cette différenciation conceptuelle explique l'apparition de termes construits à partir de radicaux appartenant aux deux familles, comme le montrent les termes hybrides *offshore outsourcing*, *offshore insourcing*, *onshore outsourcing*, *onshore insourcing*.

## 2.2 Observations terminologiques

Notre relevé de termes confirme les tendances générales caractérisant la langue de l'économie.

- Foisonnement terminologique. À première vue, la multitude de termes semble indiquer l'importance du phénomène des transferts de production, la variété des stratégies d'entreprise et surtout leur nouveauté. Mais sur le plan linguistique, le nombre élevé de synonymes ne répond pas au principe d'économie (dans le sens du principe d'Ockham [4]). On peut penser qu'une réduction se produira avec la généralisation de définitions qui font consensus, réduisant ainsi le flottement conceptuel et terminologique.
- Opacité. Une deuxième remarque concerne le caractère opaque des termes. Qui connaît le sens de *impartition*, *externalisation*, *réalisation à l'externe* [OUTSOURCING] *internalisation*, *sourçage à l'interne*, *réalisation à l'interne* [INSOURCING] ? Le sens de ces termes n'est pas évident pour des non-spécialistes. Les dictionnaires de langue générale ne les définissent pas systématiquement. Le *Grand Robert de la langue française* ne recense ni *sourçage* [5], ni *réalisation (à l'interne, à l'externe)* dans le sens du terme en gestion d'entreprise, ni *internalisation*. Par contre, sont recensés : *externaliser* (avec son dérivé *externalisation*), daté de 1989, emprunté à l'anglais *to externalize*, et *impartition*, daté de 1973, au sens qui concerne la gestion des entreprises de «sous-traitance partielle à plusieurs entreprises». *Délocalisation* y figure également, mais dans un sens très restreint et dans un exemple «délocalisation des activités de bureau», 1983.

- Anglicismes. On constate que les termes sont calqués sur l'anglais ou carrément empruntés, tels que *offshoring* et *outsourcing* qui s'imposent dans toutes les langues. Dans la pratique, la fréquence indique la voie du figement lexical. Dans les textes anglais, les termes *offshoring*, *onshoring*, *insourcing*, *outsourcing* sont plus fréquents en anglais que leurs synonymes. De fait, ils sont si dominants qu'ils passent dans les autres langues, même s'ils ne sont pas très parlants, contribuant ainsi au phénomène d'anglicisation dont nous parlions au début de l'article.

### 2.3. Un dictionnaire spécialisé trilingue : ontologie et encyclopédie

Le rôle d'un dictionnaire spécialisé est de normaliser le vocabulaire dans un domaine et de fournir des définitions consensuelles. Établissant les nuances de sens qui distinguent les termes, il désambiguïse le vocabulaire et le fixe.

Le *Dictionnaire analytique de la mondialisation du travail / Analytical Dictionary of Globalization and Labour / Diccionario analítico de la globalización del trabajo* (Dancette 2009) a pour cible les traducteurs et rédacteurs, les étudiants et professeurs en sciences économiques et le grand public. Quelque 6000 termes sont recensés, analysés et mis en relation les uns avec les autres, au moyen d'un logiciel de thésaurus.

S'appuyant sur les modèles ontologiques utilisés en terminologie (Deprès & Szulman 2007 ; Kerremans 2004), ainsi que sur la théorie des cadres (Faber et al. 2005), la base de données répond aux besoins de la terminologie multilingue à l'usage des traducteurs (documentation, compréhension des nuances entre les termes, et recherche d'équivalents) et permet d'exploiter un nombre élevé de relations. Son principe de base est la structuration des connaissances par l'étiquetage des relations sémantiques.

Afin de faciliter l'accès à l'information, la structure sémantique mise en place doit permettre à l'utilisateur du dictionnaire de faire le passage des phrases de la langue naturelle (le discours étant le véhicule privilégié de la communication) aux représentations

formelles (liste de mots, modèles de relations logiques, graphiques, fonctions lexicales, cartes conceptuelles). Cette structure touche tant la microstructure, à savoir le format de la fiche terminologique permettant la navigation d'une rubrique de l'article à une autre, que la macrostructure, à savoir le format de la base de données permettant la navigation d'une fiche à une autre. Dans cette perspective, un modèle de RS est plus à considérer comme un outil permettant de baliser l'organisation et la recherche de l'information qu'un outil de production automatique de langage (au moyen d'algorithmes ou de règles d'équivalence et d'implication, comme en TAL). (Les principes de base et le format sont décrits avec plus de détail dans Dancette 2008b).

La nature encyclopédique des articles du dictionnaire le distingue des autres ontologies, puisqu'un article peut contenir une description élargie des notions, organisée en un article informatif, logiquement structuré. Présentés dans les trois langues, les articles décrivent les réalités auxquelles renvoient les termes, à la manière de mini-cours d'économie ou de relations industrielles. En Annexe 1 on trouvera la page d'accueil du DAMT; en Annexe 2, l'article abrégé de OFFSHORING. Un article typique indique les synonymes et les équivalents; une courte définition du terme; une longue description encyclopédique de la réalité; un tableau de termes reliés; et éventuellement un contexte et des notes linguistiques. Dans la base de données sur Internet, les hyperliens permettent de naviguer d'un article à l'autre, d'une langue à l'autre, et d'accéder aux sites Internet des références et organismes cités. En Annexe 3, nous présentons les relations associatives de OFFSHORING). Pour des raisons d'économie, nous n'avons pas reproduit les relations hiérarchiques (Gener, Spec, Contr) plus classiques en terminologie.

## **Conclusion**

Nous avons décrit les forces qui poussent vers la mondialisation du langage de l'économie. Le pouvoir s'exprime derrière ce phénomène, celui d'une économie hégémonique (celle des Etats-Unis, en dépit de ses fragilités, aujourd'hui révélées au

grand jour), celui des organisations internationales et celui des entreprises multinationales. Par ailleurs, la diffusion large de l'information terminologique, que ce soit au moyen des glossaires des organismes internationaux ou d'un dictionnaire en ligne du genre de celui que nous proposons renforce le phénomène de mondialisation du langage. Le dictionnaire électronique devient un véhicule de la mondialisation du langage.

Dans un autre sens, il peut devenir aussi le véhicule d'une certaine résistance à l'opacité du vocabulaire. Notre intention est en partie de démystifier le jargon de la mondialisation et de contribuer à une meilleure compréhension des phénomènes. Par exemple, l'expression PACTE MONDIAL, plus connue sous l'appellation anglaise *global compact*, quand, où, dans quel contexte, est-elle apparue ? Les concepts RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ENTREPRISES, CITOYENNETÉ MONDIALE, CODE DE CONDUITE, etc. reflètent les contradictions entre les forces du marché néo-libéral et les luttes sociales, syndicales, de défense des droits de la personne et du travailleur. Tous les termes ont leur histoire ; la consigner est important. Pour favoriser l'échange de connaissance, nous avons créé un forum de discussion activé à partir de chaque article.

Plus spécifiquement et pour conclure sur l'étude ponctuelle des termes, l'examen des termes liés aux stratégies de délocalisation et d'impartition illustre, d'une part, le foisonnement de la terminologie économique; d'autre part, son caractère opaque. Ce sont des caractéristiques dont doit rendre compte un dictionnaire spécialisé.

La structure sémantique que nous avons mise en place dans le *Dictionnaire analytique de la mondialisation* permet la gestion des données, au stade de la rédaction des articles, et elle offre, au stade de l'utilisation, un outil pour l'extraction maximale de l'information contenue dans le dictionnaire, en fonction des besoins de l'utilisateur. Par l'étendue de l'information encyclopédique, les articles visent à faire connaître non seulement les termes mais encore les enjeux linguistiques, sociaux et politiques de la mondialisation économique. Le format de l'ontologie s'est avéré adéquat pour de tels besoins, grâce aux

nombreuses adaptations de l'outil informatique utilisé pour construire notre base de données.

## **Références**

Anderman, G. & M. Rogers, *In and Out of English : for better for worse*. Multilingual Matters, 2005.

APFA (Actions pour promouvoir le français des affaires), *APFA – Les mots d'or*, Saint-Cyr-en-Val.

Berger, S., *How We Compete: What Companies Around the World Are Doing to Make it in Today's Global Economy*, New York: Doubleday Broadway, 2005.

Confédération internationale des syndicats libres (CISL), *Guide syndical de la mondialisation*, Bruxelles : ICFTU, 2004.

Crystal, D., *English as a global language*. Cambridge: Cambridge University Press, 1997.

Dancette, J., *Dictionnaire analytique de la mondialisation du travail / Analytical Dictionary of Globalization and Labour / Diccionario analítico de la globalización del trabajo*, [www.crimt.org](http://www.crimt.org), 2009.

Dancette, J. «Questions sociolinguistiques et terminologiques de la mondialisation du travail»; *Lexicologie et terminologie : histoire de mots* (dir. F. Maniez), Presses Universitaires de Lyon, pp. 319-335 (2008a).

Dancette, J. « Des relations conceptuelles comme balises de la connaissance; leur intégration dans des dictionnaires spécialisés multilingues » QUIRION, J, L.-J. Rousseau, L. Depecker, 2008b (sous presse).

Desprès (S.) et Szulman (S.), 2007 : Merging of legal micro-ontologies from European directives, dans *Artificial Intelligence and Law archive*, p.187-200.

Dicken, P., *Global Shift: Reshaping the Global Economic Map in the 21st Century*, 4th ed., New York: Guilford Press, 2003.

European Monitoring Centre on Change, Trends and drivers of change in the knowledge-intensive business services sector: Four scenarios, 2006, <http://www.eurofound.europa.eu/pubdocs/2006/79/en/1/ef0679en.pdf>

Faber, P., Marquez Linares C., Vega Exposito M., 2005: « Framing Terminology: A Process-oriented Approach », dans *Meta*, no 50:4, CD-ROM.

Gottlieb, H. «Anglicisms and translation», *In and Out of English : for better for worse*. Anderman & Rogers ; Multilingual Matters, 161-164, 2005.

Gramley, Stephan. 2001. *The vocabulary of world English*. London: Arnold.

Grin, F. « L'anglais comme *lingua franca* ; questions de coût et d'équité. Commentaire sur l'article de Philippe Van Parijs » *Économie publique*, no 15, 2, revue de l'Institut d'économie publique, pp. 3-11. Marseille, 2004.

Helpman, E., "Trade, FDI, and the Organization of Firms," *Journal of Economic Literature*, Vol. XLIV, September 2006.

Jalette, P., Localisation de la production : carte routière et implications pour les relations industrielles, *Effectif*, vol. 11, no. 14, Montréal, 2008.

Kerremans (K.), 2004: « Categorisation frameworks in Terminology, in Temmerman », (R.) et Knops (U.), dans *Linguistic Antverpiensia*, LA-NS 3/2004, p.263-277. ↵  
Temmerman (R.), 2000 : *Towards New Ways of Terminology Description; The*



*Sociocognitive Approach*. Amsterdam / Philadelphia : John Benjamins.

Kirkegaard, J.F., *Offshoring, Outsourcing, and Production Relocation – Labor-Market Effects in the OECD Countries and Developing Asia*, Working Paper, Washington: Pearson Institute for International Economics, 2007.

Marginson, P., *European Integration and Industrial Relations: Multi-Level Governance in the Making*, New York: Palgrave Macmillan, 2004.

Mariotti, F, *Qui gouverne l'entreprise en réseau?*, Paris : Presse de la Fondation nationale des sciences politiques, 2005.

Moreau, M.-A., ILO, *The internationalization of employment and the debate about offshoring in France: legal perspectives*, Offshoring and the Internationalization of Employment, 2005, <http://www.ilo.org/public/english/bureau/inst/download/annecy06.pdf>

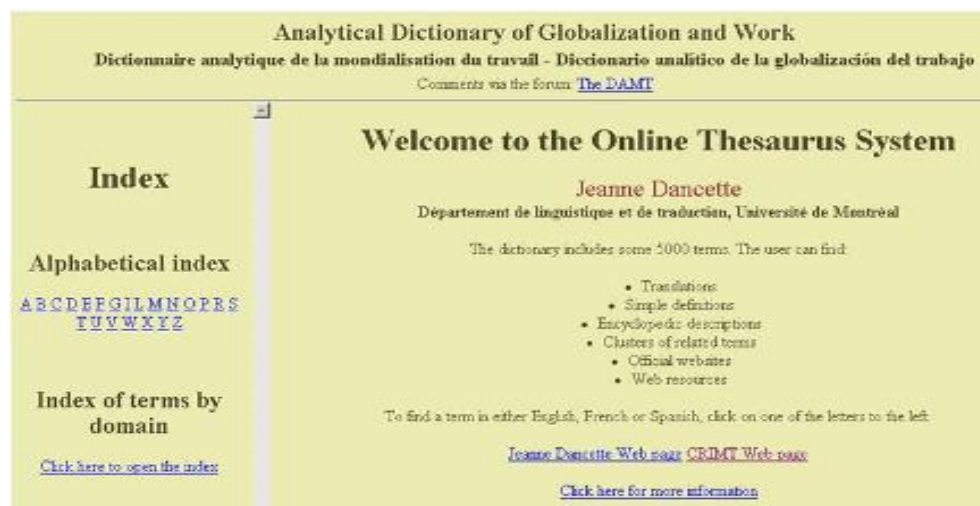
Mouhoud, E. M., *Mondialisation et délocalisation des entreprises*, Paris : La Découverte, 2006.

Organisation internationale du travail (OIT), *Une mondialisation juste : Créer des opportunités pour tous* ; Rapport de la Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation, 2004.

Phillipson, Robert, and Tove Skutnabb-Kangas, Englishisation: One dimension of globalization. English in a changing world, AILA Review 13, ed. by David Graddol and U. Meinhof. Oxford: English Book Centre, 19-36, 1999.

Schäffner, C. (ed.), *Translation in the Global Village*, Clevedon, Multilingual Matters, 2000.

**Annexe 1 : Page d'accueil du *Dictionnaire analytique de la mondialisation du travail* / *Analytical Dictionary of Globalization and Labour* / *Diccionario analítico de la globalización del trabajo* (Dancette 2009)**



**Annexe 2 : Article abrégé OFFSHORING**

**OFFSHORING (En)**

**Equivalents:**

DÉLOCALISATION À L'ÉTRANGER

DESLOCALIZACIÓN EN EL EXTRANJERO

**Domain:**

P-Org Production organisation

**Synonyms and Variants:**

INTERNATIONAL RELOCATION OF INDUSTRY OFFSHORE

## RELOCATION OF INDUSTRY RELOCATION ABROAD

### **Definition:**

The relocation of business processes (including production/manufacturing) to a lower cost location, usually overseas.

### **Description:**

#### Different Forms of **Offshoring**

- The transfer of a pre-existing activity: the closure of a production unit in a country followed by its reopening abroad with a view to re-importing into the national territory at reduced cost, or continuing to supply the export market, from the new facility;
- The creation ex nihilo of a new unit abroad;
- Corporate buy-outs;

International subcontracting. (adapted from Moreau, M.-A., ILO, [\*Offshoring and the Internationalization of Employment\*](#), p. 115, visited 2007-04-18)

#### **Evolution of Offshoring**

“Relocation abroad requires governments to remove legal obstacles to the free flow of capital, goods, and services across borders. Since the mid-1980s, international trade agreements in the GATT [...] and in its successor, the WTO (World Trade Organization), have progressively liberalized the movement of foreign direct investment and trade in goods and services among the world’s major economies.” “Many white-collar jobs in software, banking, insurance, medical services, and back-office operations are moving out of advanced industrial countries into offices in India, the Philippines, and elsewhere in the developing world.” (Berger, S., *How We Compete: What Companies Around the World*

*Are Doing to Make it in Today's Global Economy*, Doubleday Broadway, 2005, p. 96; p. 98)

“Some studies point to the fact that **offshoring** in the services industry has developed significantly over the last three years [2002-2005] and that the trend is also progressing in highly-skilled services due to fantastic progress in training and education levels in emerging countries, mainly China and India.” (Auer, P., G. Besse and D. Méda, ILO, [\*Offshoring and the Internationalization of Employment\*](#), p. 4, visited 2007-04-18)

### **Effects of offshoring in Home Countries**

**Offshoring**, which is often considered to be the most obvious consequence of globalization, represents only a very small percentage of job losses. Like trade and international investments, it could even have a positive effect on developed countries, by stimulating productivity gains and increasing market share. There are three major risks to **offshoring** for developed countries: the risk of ‘undermining the engines’ of productivity and the standard of living; the risk of deepening wage pressures; and the risk of seeing enterprises brandishing the threat of offshoring and thereby reducing the ability of trade unions to defend workers, wages and the distribution of income.

Restructuring processes which cause major workforce shifts are only partly due to **offshoring**, but they help to increase the sense of insecurity felt by people. (adapted from Auer, P., G. Besse and D. Méda, ILO, [\*Offshoring and the Internationalization of Employment\*](#), p. 1, p. 2, p. 4, visited 2007-04-18)

“The current unprecedented media-attention given to the trend of **offshoring**, and the exaggeration of this trend by both employers and employees, reflects somewhat how social partners have used this issue as a bargaining tool, rather than an unprecedented growth in **offshoring**.” Gerstenberger, B. and R. A. Roehrl, [\*Offshoring and the Internationalization of Employment\*](#), p. 71, visited 2007-04-18)

## **Effects of offshoring in Host countries**

“**offshoring** generates not just work for people living in underdeveloped conditions, but also resources and facilities for the country to which the company relocates. [However,] the profits generated by this new economic activity are sometimes directed into the pockets of unscrupulous managers, and the host country remains under-equipped. Also [in some instances,] the workers are extremely poorly paid and are genuinely exploited, with excessive working hours, dangerous or unhealthy working conditions, etc. ↵ Fortunately, this is not the general rule. Many countries are conscious of their responsibility and ensure that the activity generated by offshoring benefits the public at large [and the workers they recruit].” (Waquet, P., ILO, [\*Offshoring and the Internationalization of Employment\*](#), p. 181-182, visited 2007-04-18)

However, “the effects of **offshoring** and subcontracting for the low-wage countries may not be as favourable as predicted by the mainstream economists. Incoming investment may be more labour saving than domestic investment, hence limiting the job generation capacity of FDI [Foreign Direct Investment]. Multinational companies often cream off the most skilled labour workers from the local labour market, creating negative spill-over for domestic enterprises. Investment inflows tend to be highly selective, reaching mainly the most advanced regions with the best infrastructure and bypassing the disadvantaged and rural regions where employment gains are most urgently needed. Evidently, wage and income inequality in poor countries – including China and India – are rising even faster than in the rich nations.” (Sengenberger, S., ILO, [\*Offshoring and the Internationalization of Employment\*](#), p. 175, visited 2007-04-18)

According to critics, multinational companies who offshore manufacturing activities “exploit cheap, abundant, usually female labour in what is often called a global assembly line.” ↵  
([Solidarity Center](#), visited 2007-05-29)

## The Trend of “Reverse Offshoring”

“Such a trend can be illustrated by some of the larger Indian service providers, who started off as subcontractors in routine software programming and now operate as full business process providers, and who are sourcing globally themselves, including moving some activities ‘back’ into Europe.” (Gerstenberger, B. and R. A. Roehrl, ILO, [\*Offshoring and the Internationalization of Employment\*](#), p. 67, visited 2007-04-18)

## Offshoring, Onshoring, Nearshoring, etc.

There is often confusion in the literature over the different meanings of these terms and different authors may use the same terms to refer to different realities, or use different but similar terms to refer to the same realities. This proliferation of terms is an indication of the importance of this topic in economic circles.

Generally, the term “**offshoring**” assumes the perspective of the country of origin, i.e. it refers to the relocation of the domestic activity to locations outside national borders, (literally “off their shores”). Therefore, if the host country’s perspective is adopted, the relocation of a foreign company’s activities onto its territory is necessarily referred to as “onshoring,” (as it happens “on their shore”).

However, “onshoring” has also been used to refer to the repatriation of business processes that were previously performed in other countries, back to the original country of activity, (“back on the original shore”). The terms “inshoring,” “home-shoring,” and “backshoring” are synonymous with “onshoring.”

The term “nearshoring” refers to **offshoring** in a country close to the country of origin (e.g. Poland or Hungary to Germany, Mexico to the U.S.)

These terms are often used in the media, and the differentiation between offshore

production and offshore outsourcing is far from clear. Economists and scholars often refer to this trend as the relocation of industry, or the repatriation of production and jobs.↵  
(adapted from Erber, G., [German Institute for Economic Research](#), visited 2007-04-19)

### **Onshoring: the Repatriation of Production**

“Many American companies are discovering that sending work to low-wage countries is not as easy or as inexpensive as advertised. In hotspots like Bangalore, wages and real-estate prices are soaring to record levels—though still generally a fraction of U.S. costs—which cuts into potential savings.

As U.S. companies move from exporting call centers to outsourcing more complex work like software development, they’re finding overseas workers are often ill-equipped to deliver consistent, quality work. The bad experiences are creating a boomerang effect—the return of jobs to the United States—which some have dubbed ‘onshoring.’

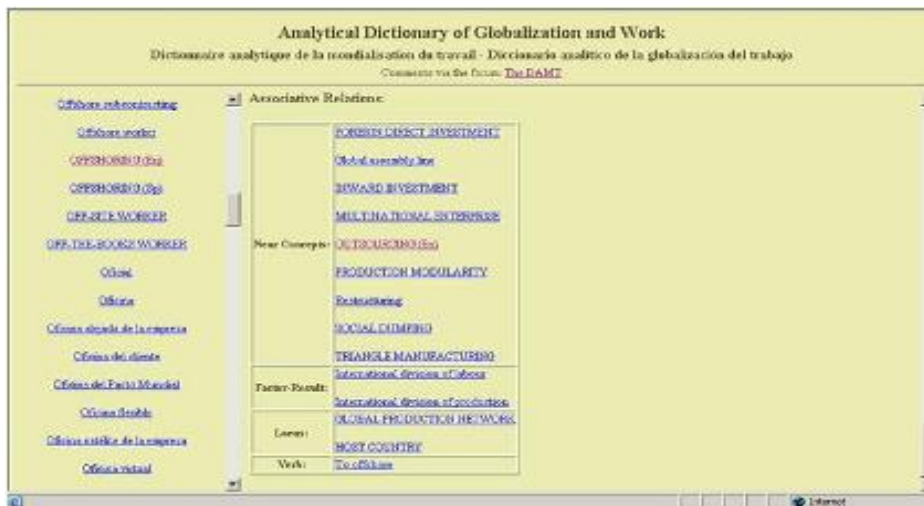
‘Reverse-sourcing’ or ‘unsourcing’ may be more appropriate.”↵(Reason “[Another blow to outsourcing](#)”, 2004, visited 2007-04-19)

“There is no doubt that customers with complex queries requiring local understanding do not respond well to far-off operators repeating parrot-fashion a series of learned responses. Convergys, one of the world’s biggest providers of ‘contact-centre services,’ advises companies to shift simple queries offshore while retaining the more complex ones on the same shore as the caller. It calls this process ‘rightshoring,’ and estimates that about 80% of the companies that it is working with in Britain are planning to split their call-centre operations in this way.”

Rightshoring or right-shoring can therefore be defined as the restructuring of a company’s workforce to find the optimum mix of jobs performed locally and jobs moved to foreign countries. The term bestshoring is also used as a synonym of rightshoring. (*The*

*Economist*, December 13, 2003, cited on: "[Relocating the back office](#)", visited 2007-04-19)

### Annexe 3 : Les relations associatives de OFFSHORING



#### Note

[1] Cette prédominance de l'anglais, qui s'explique par des raisons d'hégémonie économique, n'empêche pas dans le même temps la résurgence des langues minoritaires.

[2] Comme ce sont des expressions terminologiques plus ou moins libres (à degré de figement variable), on peut supposer un nombre bien plus élevé de termes possibles.

[3] SOURÇAGE, terme proposé par l'APFA, normalisé en 1991 (J.O. du 11/10/1991) pour traduire *sourcing*.

[4] Principe selon lequel tend à être éliminée ou coupée toute catégorie ou subdivision inutile dans un système ou un modèle scientifique; d'où la métaphore RASOIR D'OCKAM pour désigner ce principe d'économie.



[5]

On trouve, par contre, *sourceur*, daté de 1989, emprunté à l'anglais to *source*, rechercher des fournisseurs.